

économique européenne, pour le financement du programme forestier dans l'île de Nuku Hiva, un emprunt de 692.000 écus ;

Vu la délibération n° 87-52 AT du 30 avril 1987 autorisant le Président du gouvernement à contracter et signer auprès de la Communauté économique européenne un emprunt de 808.000 écus, pour le financement du programme forestier dans les archipels des Marquises et îles Sous-le-Vent ;

Vu la délibération n° 92-6 AT du 24 janvier 1992 approuvant le budget du territoire pour l'exercice 1992 ;

Vu l'arrêté n° 1430 CAB du 10 janvier 1992 de M. le haut-commissaire de la République portant convocation de l'assemblée territoriale de la Polynésie française en session ordinaire, dite session budgétaire, au titre de l'année 1991 et fixant la date d'ouverture de cette session au 17 janvier 1992 ;

Vu la délibération n° 92-2 AT du 24 janvier 1992 fixant la durée de la session ordinaire, dite session budgétaire, au titre de l'année 1991 à deux mois et quinze jours ;

Vu le rapport n° 112-91 du 20 décembre 1991 de la commission des finances ;

Dans sa séance du 24 janvier 1992,

Adopte :

Article 1er.— Afin de comptabiliser au bilan du territoire, par écritures d'ordre, les différentes opérations financées par emprunts du Fonds européen de développement (F.E.D.), dont le programme d'investissement est terminé, les recettes extraordinaires votées au budget du territoire pour l'exercice 1992 sont modifiées comme suit :

Chap.	Art.	Intitulé	Montant
925	1663	Emprunt F.E.D. auprès de la Communauté économique européenne	183.119.509

Art. 2.— Les autorisations de programme votées au budget du territoire pour l'exercice 1992, au titre des dépenses en capital, sont modifiées comme suit :

Chap.	Art.	Op.	Intitulé	Montant
907	2110	PM	Forêt	183.119.509

Art. 3.— Les crédits de paiement votés au titre des dépenses en capital au budget du territoire, exercice 1992, sont modifiées comme suit :

Chap.	Intitulé	CP en +
925	Equipement rural	183.119.509

Art. 4.— Les mandats de régularisation seront accompagnés par :

- un certificat mentionnant la liste exhaustive des décaissements effectués par la C.C.C.E. ;
- une copie des ordres de paiement visés par la commission des Communautés économiques européennes.

En cas d'absence de la copie des ordres de paiement, le service gestionnaire des opérations (économie rurale) produira un inventaire des biens acquis dans le cadre des emprunts susvisés.

Art. 5.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Hilda CHALMONT.

Pour le président :
Le vice-président,
Jean JUVENTIN.

DELIBERATION n° 92-9 AT du 24 janvier 1992 portant modification des statuts de l'établissement public dénommé "Fonds d'entraide aux îles".

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 91-35 AT du 29 janvier 1991 portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 84-55 AT du 26 avril 1984 portant création d'un établissement public territorial dénommé "Fonds d'entraide aux îles" ;

Vu l'arrêté n° 1430 CAB du 10 janvier 1992 de M. le haut-commissaire de la République portant convocation de l'assemblée territoriale de la Polynésie française en session ordinaire, dite session budgétaire, au titre de l'année 1991 et fixant la date d'ouverture de cette session au 17 janvier 1992 ;

Vu la délibération n° 92-2 AT du 24 janvier 1992 fixant la durée de la session ordinaire, dite session budgétaire, au titre de l'année 1991 à deux mois et quinze jours ;

Vu l'arrêté n° 56 CM du 14 janvier 1992 soumettant un projet de délibération à l'assemblée territoriale ;

Vu le rapport n° 4-92 du 15 janvier 1992 de la commission des affaires administratives, du statut, des lois et des postes et télécommunications ;

Dans sa séance du 24 janvier 1992,

Adopte :

Article 1er.— L'article 3 de la délibération n° 84-55 AT du 26 avril 1984 susvisée est complété comme suit :

- aides et secours aux victimes de calamités naturelles et notamment :
- attribution et acheminement des aides et secours d'urgence ;